

500 enfants meurent chaque jour Ã cause du manque d'eau salubre et d'un assainissement insuffisant

Dossier de la rédaction de H2o
January 2016

Quelque 180 000 enfants de moins de 5 ans meurent chaque année - soit environ 500 par jour - en Afrique subsaharienne Ã cause de maladies diarrhéiques imputables au manque de services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), a déclaré le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) avant l'ouverture d'une conférence sur le financement du secteur Ã Dakar.

"Des enfants qui meurent chaque jour, des millions d'autres qui sont atteints d'un retard de croissance et un coût gigantesque pour l'économie, on ne saurait continuer comme si de rien n'était", a dit le directeur régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Manuel Fontaine. "Le rythme des progrès doit s'accroître de façon exponentielle et cela va exiger des politiques vigoureuses, un financement solide et un changement radical des priorités chez ceux qui ont le pouvoir d'agir."

Aujourd'hui, près de la moitié de la population mondiale qui n'a pas accès Ã des sources améliorées d'eau potable vit en Afrique subsaharienne et 700 millions de personnes de la région n'ont pas accès Ã des services d'assainissement. La population ayant quasiment doublé au cours des 25 dernières années dans la région, l'accès Ã l'assainissement y a progressé de seulement 6 % et l'accès Ã l'eau de 20 % au cours de la même période. Des millions de personnes sont donc laissées pour compte. L'UNICEF affirme que, faute de mesures rapides, la situation risque de considérablement empirer au cours des vingt prochaines années, l'augmentation rapide de la population surpassant les efforts des gouvernements pour assurer les services essentiels. Par exemple, le nombre de personnes de la région qui pratiquent la défécation Ã l'air libre est aujourd'hui plus élevé qu'il ne l'était en 1990, alors même qu'un lien a été établi entre la défécation Ã l'air libre et l'augmentation du nombre d'enfants atteints d'un retard de croissance.

La première conférence de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sur les mécanismes de financement innovants pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène est organisée par l'UNICEF en collaboration avec le gouvernement sénégalais et le Conseil des ministres africains chargés de l'eau. L'UNICEF a invité 24 gouvernements de la sous-région Ã rencontrer des représentants des principales banques d'investissement, des organisations internationales et du monde des affaires ainsi que des experts. L'objectif est de trouver de nouveaux mécanismes permettant de réunir les quelque 20 Ã 30 milliards de dollars dont le secteur WASH aura besoin chaque année pour parvenir Ã l'accès universel Ã l'eau et Ã l'assainissement en Afrique de l'Ouest et du Centre.

L'ONU estime que les pertes économiques au niveau mondial dues Ã des

services d'eau, d'assainissement et d'hygiène insuffisants s'élèvent chaque année à 260 milliards de dollars. La région Afrique de l'Ouest et du Centre, celle où l'accès est le plus mauvais, supporte une part considérable de ce fardeau financier. Aucun pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre ne dispose de l'accès universel à l'eau potable. Selon le Rapport 2015 du Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (JMP), les taux de couverture les plus élevés sont à Sao Tom-et-Principe (97 %), Gabon (93 %), et au Cap Vert (92 %). À l'autre extrême, se trouvent des pays dont à peu près la moitié de la population n'a pas d'accès, la Guinée équatoriale (48 %), le Tchad (51 %) et la République démocratique du Congo (52 %) affichant les taux les plus faibles. L'accès à l'assainissement est encore plus problématique. Dans les pays disposant de la meilleure couverture, jusqu'à une personne sur quatre n'a toujours pas accès à des installations sanitaires satisfaisantes. La Guinée équatoriale (75 %), Cap Vert (72 %), et la Gambie (59 %) figurent aux trois premières places en termes d'accès. La couverture la plus faible est au Niger (11 %), au Togo (12 %) et au Tchad (12 %).

Cependant, le financement du secteur WASH est inadéquat et insuffisant. Aucun pays d'Afrique n'a alloué plus de 0,5 % de son PIB au secteur de l'eau, assainissement et hygiène (WASH). Parallèlement, sur les 3,8 milliards de dollars de l'aide publique au développement attribués chaque année au secteur WASH, les trois quarts approximativement vont à l'eau et le quart restant à l'assainissement. La plus grande partie de l'aide financière de l'aide publique au développement va à des pays dont la situation est plutôt déjà bonne et, bien que l'accès à l'eau et à l'assainissement en milieu rural soit bien moins développé qu'en milieu urbain, l'aide financière extérieure et intérieure va principalement aux systèmes des zones urbaines.

UN News Service - 16-12-2015